

Urgences hospitalières, RATP, EDF, Finances, SNCF, Deliveroo, Transavia, la nouvelle journée climat du 21/09, sans oublier les Gilets jaunes… Cette rentrée sociale peut marquer une nouvelle étape de la contre offensive contre les politiques libérales de Macron. Oui, il est possible, nécessaire de se mobiliser et notre syndicalisme doit en prendre l'initiative ! Ni attentisme, ni fatalisme !

AVEC LES MENACES SUR NOS RETRAITES, **il faut que la FSU prenne le taureau par les cornes en faisant des propositions de mobilisations Fonction publique et en étant partie prenante d'une dynamique interprofessionnelle unitaire à construire .**
Vous voulez donner une orientation et des mandats combatifs à la FSU ? Et bien dites le franchement ! Il faut profiter du vote interne pour mettre en adéquation vos idées avec des choix syndicaux forts car l'avenir du syndicalisme est en jeu.
Pas de vote « par habitude », « par légitimisme » ! Pas de « faux semblants » !

SI VOUS PENSEZ :

- ✘ **qu'il faut donner des mandats combatifs à la FSU afin de s'opposer à la politique macronienne,**
- ✘ **qu'il ne faut pas s'engluer dans le « dialogue social » du gouvernement,**
- ✘ **qu'il faut privilégier la construction de rapports de forces pour gagner par les mobilisations,**
- ✘ **qu'il faut une FSU qui s'engage sans hésitation dans les mobilisations interprofessionnelles,**
- ✘ **qu'il faut relancer un travail résolu et permanent avec la CGT et Solidaires pour avancer dans un projet d'unification des forces syndicales de lutte et de transformation sociale,**
- ✘ **qu'il faut une fédération qui construise avec d'autres des mobilisations pour la défense des droits et des libertés publiques, pour la dénonciation des violences d'État, pour la lutte contre toutes les discriminations (sexisme, racisme, LGBTIphobie),**
- ✘ **qu'il faut une FSU pluraliste, renforcée, nationalement, dans les départements et les régions,**

ALORS, VOTEZ ET FAITES VOTER POUR L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE !

Liste à l'initiative de l'ÉÉ (École émancipée)

Pour une FSU de lutte, pour une alternative au néolibéralisme !

UN GOUVERNEMENT LIBÉRAL ET AUTORITAIRE

Avec la contre-réforme des retraites, la destruction de la Fonction publique (FP), la remise en cause des droits démocratiques, la France est confrontée, comme l'Europe et le reste du monde, à la voracité sans limite des plus riches, des actionnaires et de celles et ceux qui les servent pour perpétuer le capitalisme. Injustices sociales et environnementales se renforcent, précarisant encore davantage de larges pans de la société, sur fond de ventes d'armes, de menaces de guerres et de pillage des ressources.

Alors que les entreprises, les commerces, les services publics subissent de profonds changements (plus de précarité, notamment pour les femmes, moins de protections sociales et de droits), le syndicalisme, divisé, n'a toujours pas réussi à organiser une vraie riposte, à imposer les droits collectifs contre les profits de quelques-un-es.

Face à un gouvernement qui cogne fort, construire le rapport de forces est pourtant indispensable. Au cours de l'année, de nombreuses mobilisations ont eu lieu, mais la convergence de ces luttes n'a pas été possible.

Pourtant, devant l'accumulation des inégalités et du mépris qui les accompagne, une crise sociale d'ampleur et d'une forme inédite a éclaté : le mouvement des Gilets Jaunes (GJ) a constitué une opposition populaire durable au gouvernement, et par sa détermination et sa radicalité, a participé à un renouveau des dynamiques de mobilisation. Il était de la responsabilité du syndicalisme de répondre à cet appel d'air et de travailler à la convergence des revendications et des mobilisations, tout en dénonçant la répression brutale dont il était l'objet. Mais le manque d'engagement syndical n'a pas permis d'intensifier et de généraliser la contestation de la politique du pouvoir.

L'UNION EUROPÉENNE : UNE FORTERESSE ANTI SOCIALE

Dans une Europe de plus en plus éclatée, sans projet commun, l'austérité pèse sur les populations avec la complicité des États membres. Face à cette Europe monte une réponse xénophobe, raciste et nationaliste – et tout aussi néolibérale que celle de l'UE –, une Europe du repli sur soi.

Au lieu de s'y opposer, la politique migratoire de Macron s'en inspire, avec la chasse aux migrant-es et la criminalisation des actions de solidarité. Dans ce contexte, il tente de se poser en seul recours contre le fascisme alors qu'il contribue à en faire le lit au quotidien, au travers d'une politique libérale antisociale d'une rare violence.

Aujourd'hui, face à l'extrême-droite et au néolibéralisme, il faut refuser cette Europe et se donner les moyens de construire dans chaque pays un puissant mouvement social mettant au centre le refus du dumping social et l'exploitation des salarié-es. Le syndicalisme doit y contribuer en organisant la désobéissance aux traités et règles qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt général et qui empêchent toute rupture avec le néolibéralisme. C'est notre façon de contribuer à l'émergence d'un nouveau projet collectif européen.

AGIR POUR LE CLIMAT, URGENCE ABSOLUE

Les conséquences du dérèglement climatique sont aujourd'hui criantes : multiplication des événements chaotiques, effondrement de la biodiversité, réfugié-es, risques alimentaires... La planète brûle et ce sont les populations les plus pauvres qui en sont les premières victimes. Au niveau international, les peuples prennent la mesure de l'urgence climatique et s'investissent, notamment la jeunesse, dans de fortes mobilisations. Néanmoins, celles-ci n'ont pas encore permis d'infléchir le cours des politiques capitalistes et productivistes, et, en France, le gouvernement ne montre aucune volonté politique en faveur de l'environnement, au contraire. Le syndicalisme et la FSU doivent faire de la transition une question centrale, en défendant une bifurcation écologique juste socialement et qui s'attaque à la recherche effrénée du profit.

PRÉSIDENT DES ULTRA RICHES ET DE LA VIOLENCE D'ÉTAT

Au-delà de la suppression emblématique de l'ISF, l'ensemble de la politique de Macron est une politique de classe au service des plus riches. Toutes les réformes du gouvernement sont des agressions caractérisées contre les salarié-es, les retraité-es et les privé-es d'emploi, et ne font qu'aggraver la situation des classes populaires : loi Travail, réforme des retraites, réforme de l'Assurance chômage, loi de destruction de la FP modifient en profondeur les rapports sociaux et visent à détruire le statut des fonctionnaires et à réduire l'accès aux services publics.

Face à l'exigence de justice sociale, le gouvernement répond par une politique autoritaire et violente : la répression policière à l'égard des manifestant-es, des lycéen-nes, des syndicalistes, des GJ, fait de nombreux blessé-es graves. Les lois sécuritaires se succèdent, avec la loi « anti-casseurs » comme exemple frappant des mesures liberticides.

PORTER DES ALTERNATIVES

Des mesures urgentes sont indispensables : refus de la destruction de notre système de retraites, retrait du CICE et autres cadeaux fiscaux aux plus riches ; augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites ; accès de tous et toutes aux droits élémentaires (logement, santé, école, transport) au travers, notamment, du développement des services publics ; retrait de la loi Travail et de la loi de transformation de la FP, toutes deux en cohérence ; autre répartition des richesses au service d'une société solidaire et d'une transition écologique urgente ; réforme fiscale pour réduire les inégalités, lutte contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscales, taxation des revenus du capital… Contre la privatisation d'ADP, il faut s'engager résolument dans la campagne référendaire unitaire. Il faut en finir avec la chasse aux migrant-es et imposer une politique d'accueil pour tous et toutes les réfugié-es. Il faut obtenir le retrait de la loi Blanquer pour permettre la mise en place d'une école également accessible à tous et toutes, laïque et publique, non sélective et sans management hiérarchique, et dont les contenus de formation, exigeants et émancipateurs, formeront des jeunes à même de trouver une place de citoyen-ne acteur-trice dans la société.

PESER POUR LES IMPOSER

Il faut élever le niveau du rapport de forces : rassembler les colères sociales, faire converger les luttes pour un projet de société sociale et solidaire, additionner les forces associatives, syndicales, politiques qui permettront de construire un front d'opposition pérenne aux politiques ultra-libérales, et de leur faire ainsi échec.

Compter, comme la CFDT ou l'UNSA, sur le dialogue social pour obtenir des avancées pour les salarié-es mène à une impasse avec ce gouvernement qui méprise les syndicats et passe en force. L'énergie syndicale doit être investie avant tout sur le terrain des mobilisations sociales. Cela nécessite de chercher l'unité d'action (pour rassembler et donc gagner en efficacité) mais de ne pas s'y limiter si elle devient un frein. Le rassemblement du syndicalisme de transformation sociale doit être enfin à l'ordre du jour.

UNE FSU PLUS FÉDÉRALE

Le bilan des élections professionnelles de 2018 est mitigé : la fédération n'a pas atteint les objectifs qu'elle s'était fixés (reconquérir la première place dans la FPE et gagner la représentativité dans la FPT). Elle reste forte dans son bastion, l'Éducation, mais insuffisamment implantée dans les autres secteurs de la FP. Néanmoins, elle a progressé en voix et a gagné un siège au CCFP.

Et maintenant ? L'utilité, l'efficacité et la légitimité syndicales se jouent au plus près des salarié-es. La FP, ses syndicats sont en grande difficulté. Les coups portés au paritarisme vont considérablement modifier le rôle et l'action du syndicalisme. C'est avec les personnels, statutaires mais aussi précaires, dans les mobilisations que se jouera l'avenir. Parce qu'elle n'est pas qu'une addition de syndicats nationaux, et qu'elle ne peut se limiter aux champs de l'éducation, notre fédération doit être un outil efficace pour rassembler les combats et leur donner un cadre collectif fédéral. Cela passe par le développement de son pluralisme, de son aptitude à rassembler dans les différentes actions (AG, grèves…) et à proposer des alternatives. Elle doit aussi, de façon volontariste, relancer un travail résolu et permanent avec la CGT et Solidaires pour avancer dans un projet d'unification des forces syndicales de lutte et de transformation sociale. Elle doit intervenir au quotidien pour défendre les grands enjeux de notre société (retraites, climat, égalité des droits...).

De ce congrès doit sortir une FSU pluraliste, renforcée, nationalement et dans les départements et régions ; une FSU qui s'engage sans hésitation dans les mobilisations interprofessionnelles, dans la défense des droits et des libertés publiques, dans la dénonciation des violences d'État, dans la lutte contre toutes les discriminations (sexisme, racisme, LGBTIphobie).

L'ÉÉ appelle toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble dans la FSU.

Votez et faites voter pour la liste à l'initiative de l'ÉÉ (École Émancipée) !